

Numéro 51 - 8 août 2020

Dans l'actualité

Beyrouth dans nos coeurs



Vigile au consulat libanais à Montréal le 6 août 2020

- **La réponse inacceptable du gouvernement du Canada à la tragédie au Liban**

Un statut pour tous et toutes!

- **La cour fédérale invalide la législation en immigration qui désigne les États-Unis comme un tiers pays sûr**
- *Diane Johnston* -
- **Des organisations pressent le gouvernement fédéral de cesser de refouler aux États-Unis les demandeurs d'asile**
 - **Contexte de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis**

La politique de Défense servile du Canada

- **Des dépenses de milliards de dollars en approvisionnement militaire**
- *Philip Fernandez* -

Premier anniversaire de la révocation du statut spécial pour le Jammu-et-Cachemire

- Opposons-nous à la répression brutale du gouvernement contre le peuple au Cachemire! Vive la lutte des Cachemiriens pour la liberté, la justice et la démocratie!

- Meera Kaur -

La lutte du peuple philipin pour ses droits démocratiques et la libération nationale

- Le discours sur l'état de l'Union de Duterte condamné au pays et à l'étranger

- Steve Rutchinski -

- Message du PCC(M-L) à la manifestation pour tenir le régime de Rodrigo Duterte redevable lors du discours sur l'état de la nation, le 26 juillet

In Memoriam

- Fidel V. Agcaoili

Honduras

- Enlèvement de dirigeants autochtones:
la vie des Noirs garifunas compte !

La lutte de Cuba révolutionnaire pour son droit d'être

- Le rejet d'une poursuite en vertu de la loi Helms-Burton crée un précédent
 - Les démineurs cubains en sarraus blancs
- Patricio Montesinos -*
- Un journaliste espagnol cloue le bec à la ministre colombienne des Affaires étrangères

Sur le décès d'Eusebio Leal, l'historien de la Ville de La Havane

- La tendre et réconfortante union de l'amour et de l'espoir pour la patrie

- Radio Havana -

Webinaire le 13 août

- Célébrons la vie et le legs de Fidel Castro

Beyrouth dans nos coeurs



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) exprime ses plus sincères condoléances à toutes les familles des victimes de l'explosion du 4 août à Beyrouth, une nouvelle tragédie aux proportions sans précédent qui vient de frapper le peuple libanais au pays et dans le monde, dont la vaste communauté libanaise du Québec et du Canada. Les résidents de Beyrouth et le peuple libanais sont dans nos coeurs durant cette épreuve terrible qui se produit dans les conditions déjà extrêmement difficiles de la pandémie de la COVID-19, auxquelles s'ajoutent les exigences et conditions onéreuses imposées par les institutions financières internationales et les violations continues de la souveraineté du Liban par les forces sionistes et anglo-américaines, de pair avec la France, l'ancienne puissance coloniale au Liban, et d'autres comme le Canada.

La communauté libanaise du Canada, qui est surtout concentrée au Québec, s'est tout de suite organisée pour échanger l'information sur la tragédie, contacter ses proches au Liban et entreprendre le travail pour venir en aide à la population sinistrée. Partout au Canada et dans le monde, les gens de tous horizons ont immédiatement exprimé leurs condoléances et ont uni leurs efforts en un geste collectif pour venir en aide au peuple libanais devant l'urgence du besoin.

Le 4 août, 2 750 tonnes de nitrate d'ammonium stockées dans un entrepôt dans le port de Beyrouth ont pris feu, ce qui a causé une énorme explosion qui a détruit la moitié de la ville, des quartiers entiers et le port. Les immeubles ont tremblé et les vitres ont été brisées sur des kilomètres à la ronde. Le souffle a été ressenti jusqu'à l'île de Chypre à environ 200 km de là. Selon les dernières estimations, 300 000 personnes sont désormais sans domicile. D'après les dernières estimations, plus de 150 personnes ont perdu la vie, plus de 5 000 ont été blessées et des dizaines d'autres sont toujours portées disparues. Des maisons ont été détruites, les pannes d'électricité se poursuivent et les équipements médicaux et les magasins d'alimentation ont été détruits.

Il faudra beaucoup de temps pour surmonter le traumatisme qu'ont vécu ceux qui ont été affectés par l'explosion et le souvenir du nuage en forme de champignon qui s'est élevé sur Beyrouth demeurera figé dans les esprits d'un peuple entier et de nous tous qui avons vu avec horreur l'explosion.

Dans la soirée du 6 août, le consulat libanais à Montréal a organisé une vigile aux chandelles devant ses bureaux.



Le PCC(M-L) lance l'appel à tous les Canadiens à démontrer leur solidarité avec la population de Beyrouth et avec nos compatriotes au Québec et au Canada en contribuant à la campagne de financement lancée par le Centre national libano-canadien (CNLC) pour venir en aide au peuple du Liban, en particulier aux résidents de Beyrouth qui ont un urgent besoin d'aide à la suite de l'explosion. [1]

Le CNLC s'était déjà organisé pour venir en aide aux cliniques et aux hôpitaux régionaux du Liban avec de l'équipement médical essentiel pour combattre la pandémie de la COVID-19. Le CNLC écrit que « grâce aux nombreux efforts et à l'immense générosité, nous avons pu remplir un conteneur de 40 pieds carrés avec de l'équipement médical dont des fauteuils roulants et des lits d'hôpitaux ».

Le CNLC appelle les Canadiens à se tenir aux côtés du peuple libanais en ces moments d'urgent besoin. Avec un effort supplémentaire, les centres médicaux peuvent recevoir de l'équipement et des fournitures médicales essentiels et les résidents peuvent recevoir des abris, de la nourriture et d'autres choses encore.

« Tous les dons serviront à couvrir les frais d'expédition et des procédures administratives requis pour la livraison des conteneurs et ils serviront à la distribution des boîtes de nourriture aux familles dans le besoin par la Croix-Rouge libanaise et les bénévoles du CNLC. Nous pourrions très bientôt faire parvenir cette aide matérielle urgente au Liban. Tout montant fourni est une grande contribution et nous permettra de compléter ce processus. »

La demande d'aide au peuple libanais prend deux formes :

- Aide financière : des contributions en espèces peuvent être versées directement par le biais de [ce site Web](#).
- Des dons de matériel et d'équipement médical (lits, brancards, fauteuils roulants), de vêtements chauds, de tentes et de denrées non périssables qui seront envoyés par conteneur au Liban. Il n'y a présentement pas de date limite pour l'envoi. Contacter le [CNLC](#) pour plus d'informations

Note

1. « Le Centre national libano-canadien (CNLC) est une organisation libano-canadienne à but non lucratif qui fournit des services aux communautés du Moyen-Orient du Grand Montréal, comme de l'éducation, de l'aide à l'emploi, des services de santé, des activités culturelles et beaucoup d'autres services. Situé dans la région du grand Montréal, nous avons aussi des liens directs avec le Liban ce qui nous permet d'aider les gens dans les deux pays. »

(Photos : LML)



La réponse inacceptable du gouvernement du Canada à la tragédie au Liban



Les Québécois se joignent aux Libanais dans une vigile devant le consulat du Liban à Montréal le 6 août 2020.

Le Canada rend son aide au Liban au milieu de cette grande tragédie conditionnelle à l'engagement du gouvernement libanais à mettre en œuvre toutes sortes de réformes exigées par les institutions financières impérialistes. Il blâme le gouvernement libanais pour le sort du pays dont les impérialistes américains, les sionistes israéliens, la France, ancienne puissance coloniale au Liban, et d'autres sont entièrement responsables. Les conditions qui existent au Liban aujourd'hui et les nombreuses tragédies que le peuple libanais a subies dans le passé et dont il souffre aujourd'hui sont leur oeuvre. Au lieu d'assumer leurs responsabilités et de placer le bien-être du peuple libanais au centre de leurs décisions sur l'aide à apporter au Liban, ces gouvernements blâment le peuple libanais pour la lutte entre factions qui se mène au sein du gouvernement, laquelle a son origine dans le modèle que les impérialistes français eux-mêmes ont imposé au Liban, et ils demandent un changement de régime pendant qu'ils acheminent l'aide par le biais de leurs propres agences afin de saper encore plus l'unité du peuple dans l'action pour surmonter la tragédie qui vient de le frapper. L'expérience montre que cela ne fera qu'enrichir ces soi-disant agences humanitaires pendant que le peuple libanais demeure abandonné à son sort.

Le 4 août, deux jours après l'explosion qui a dévasté Beyrouth, le président français Emmanuel Macron a visité la ville sans que sa visite soit sous les auspices du gouvernement libanais, selon les médias. Il a visité le site de l'explosion et certains des quartiers les plus dévastés de la capitale. Macron a tenu à dire qu'il n'était pas venu au Liban pour appuyer les dirigeants libanais et qu'il s'assurait que toute aide fournie par la France ira directement au peuple. Il a réitéré qu'aucune aide financière ne sera donnée au gouvernement pour contribuer à alléger la grave crise financière, à moins que des réformes substantielles ne soient mises en œuvre. Visitant un quartier sinistré, le président Macron a dit qu'il était venu demander aux dirigeants politiques de « changer le système, d'arrêter la division et de lutter contre la corruption ». Après avoir rencontré les dirigeants politiques au palais présidentiel, Macron a dit qu'il faut « créer un nouveau pacte politique au Liban » et a réclamé une refonte complète du système et des réformes urgentes dans tous les secteurs.

En ce qui concerne le gouvernement canadien, la position qu'il a prise est méprisante. Lors de sa conférence de presse du 6 août, la ministre du Développement international, Karina Gould, a

d'abord versé des larmes de crocodile sur le sort des victimes de l'explosion et leurs familles. « Soyez assurés que le gouvernement du Canada l'est lui aussi [inquiet] et que nous travaillons jour et nuit pour fournir de l'aide et appuyer nos amis au Liban », a-t-elle dit.

Puis elle a fait un discours sur les vertus de l'économie néolibérale et blâmé le peuple et le gouvernement du Liban pour la quasi-faillite du pays, au lieu de blâmer les institutions financières internationales et leurs prêts onéreux et leurs demandes de réformes néolibérales qui saccagent les pays qui en sont victimes.

C'est une logique hitlérienne qui doit être condamnée. Elle a recours à cette logique hitlérienne pour justifier la décision du Canada de fournir son aide humanitaire à de soi-disant « agences humanitaires de confiance ».

Ceci se produit en plein scandale UNIS qui illustre très bien quelle sorte d'« agences humanitaires de confiance » le gouvernement canadien finance et appuie.

La ministre Gould a poursuivi sa diatribe :

« Nous sommes très préoccupés par la situation économique au Liban et, bien sûr, le défaut de paiements sur la dette [1,2 milliards de dollars de dettes en euro-obligations] nous inquiète beaucoup et nous avons pu voir les grandes répercussions que cela a eu parmi les Libanais. Le Canada est toujours prêt à tenir des conversations, que cela soit avec le G7 ou une banque de développement multilatéral, pour voir ce que nous pouvons faire pour aider le Liban. Cependant, nous sommes convaincus de la nécessité de profondes réformes politiques et économiques dans ce pays pour faire en sorte que cette aide soit la plus efficace possible. Nous tenons de telles discussions en ce moment et il est certain que les événements [du 4 août] ont mis en lumière l'urgence de garantir que la situation fiscale du Liban s'améliore de beaucoup. De telles discussions se tiennent en ce moment et je tiens à dire que nous sommes très préoccupés par la situation économique actuelle et l'impact qu'elle a sur le peuple libanais.

« [...] Et notre position est très ferme à ce sujet. C'est là une des raisons pour lesquelles nous continuons à fournir notre aide par le biais de partenaires humanitaires de confiance qui sont actifs sur le terrain tout en reconnaissant que ce désastre particulier a exacerbé ce qui était déjà une situation financière très précaire en ce qui concerne le Liban. »

Ceci est une ingérence grossière, pour des motifs intéressés, dans les affaires internes du peuple libanais. C'est aussi une diversion pour détourner l'attention des dangers réels qui sont posés à la sécurité de tous, avec des substances dangereuses, ici même au Canada, des dangers qui sont directement la responsabilité du gouvernement canadien. Il y a sept ans, les peuples du monde ont observé avec horreur la tragédie de Lac-Mégantic au Québec, lorsqu'un convoi de trains de fret, comprenant 72 wagons-citernes remplis de pétrole brut, a déraillé au centre-ville, répandu son contenu et causé une série d'incendies et d'explosions aux proportions catastrophiques. Quarante sept personnes ont perdu la vie, de nombreuses autres ont été blessées et le centre-ville de Lac-Mégantic a été détruit.

Il a été amplement démontré que des décennies de déréglementation de l'industrie ferroviaire par les différents gouvernements canadiens ont préparé les conditions pour cette tragédie et d'autres déraillements, incendies et explosions majeurs. Si plusieurs de ces désastres n'ont pas causé de pertes de vies humaines, c'est uniquement parce qu'ils se sont produits loin des endroits habités.

Encore aujourd'hui, des trains transportant de l'acide sulfurique et du gaz propane, qui sont des matériaux encore plus dangereux que le pétrole brut, continuent d'être stationnés sans personne à bord et sans une disposition de freins adéquate, au même endroit, sur la même pente, d'où le train est parti à la dérive et a amorcé sa descente vers l'horreur à Lac-Mégantic dans la nuit du 6

juillet 2013. Et une situation semblable existe à l'échelle du pays.

Quelle leçon le gouvernement canadien peut-il donner au peuple et au gouvernement du Liban ? La société canadienne fait face à de nombreux problèmes qui doivent être résolus. Le gouvernement canadien doit arrêter de s'ingérer dans les affaires intérieures des autres peuples et de faire partie d'institutions supranationales asservissantes qui privent le peuple libanais de son pouvoir décisionnel souverain sur ses propres affaires. Les Canadiens doivent dénoncer avec la plus grande fermeté la position inacceptable du gouvernement canadien.

(Photo : LML)

Un statut pour tous et toutes!

La cour fédérale invalide la législation en immigration qui désigne les États-Unis comme un tiers pays sûr

- Diane Johnston -

Montréal

En attente sous nos tentes: en appui aux demandeurs d'asile



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Le 22 juillet, la juge de la cour fédérale Ann Marie McDonald a invalidé la section de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) du Canada [1] et du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* (RIPR) [2] qui désigne les États-Unis comme un tiers pays sûr, puisqu'elle a conclu qu'elles sont « en violation de l'article 7 de la Charte canadienne des droits et libertés (Charte) ».

Cependant, la juge de la Cour fédérale a suspendu la déclaration d'invalidité pour une période de 6 mois, « pour laisser le temps au Parlement de se prononcer ».

Au Canada, l'Entente sur les tiers pays sûrs (ETPS) fonctionne en jugeant que la plupart des ressortissants étrangers qui arrivent à un point d'entrée terrestre (PDE) canadien ne sont pas admissibles à présenter une demande d'asile au Canada. L'article 7 de la Charte stipule que « Chacun a droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de sa personne ; il ne peut être porté atteinte à ce droit qu'en conformité avec les principes de justice fondamentale. »

La contestation juridique des demandeurs

Les demandeurs dans cette affaire sont des citoyens du Salvador, de l'Éthiopie et de la Syrie, du Conseil canadien pour les réfugiés (CCR), d'Amnistie Internationale (AI) et du Conseil canadien des Églises (CCE). Leur contestation a été intentée contre le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté et le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile.

Les demandeurs ont contesté la validité et la constitutionnalité de la législation qui met en oeuvre l'ETPS, alléguant qu'en renvoyant aux États-Unis des demandeurs d'asile non admissibles, le Canada les expose à des risques sous forme de détention, de refoulement (le retour forcé de réfugiés ou de demandeurs d'asile dans un pays où ils risquent d'être persécutés) et d'autres violations de leurs droits, en violation de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés et de la Convention des Nations unies contre la torture.



Les demandeurs ont également fait valoir un « lien de causalité » entre l'adhésion du Canada à l'ETPS et la privation des droits en vertu de l'article 7 et ont soutenu que les intérêts liés à la liberté et la sécurité de la personne sont en jeu en raison de la pénalisation des demandeurs d'asile par les autorités américaines. Outre le fait que les demandeurs d'asile sont privés de liberté par détention, les requérants notent également que la détention entraîne souvent un manque de dignité humaine fondamentale, un manque de soins médicaux et un manque de nourriture. La détention « empêche également de retenir les services d'un avocat et de lui donner des instructions, et augmente le risque de refoulement », ont-ils écrit.

Les arguments des intimés

L'avocat du gouvernement fédéral a soutenu que même si l'article 7 de la Charte peut être enfreint, des garanties et des recours discrétionnaires existent dans la LIPR. Ils ont également souligné la possibilité de demander un contrôle judiciaire des décisions de l'ASFC. De plus, ils ont soutenu que la Charte canadienne des droits et libertés (Charte) ne s'applique pas au droit américain ni aux actions des autorités américaines.

En ce qui concerne la justice fondamentale, l'équipe juridique des ministres a rétorqué que la question relevait des autorités et des politiques américaines et qu'elle échappait donc au contrôle du Canada. Quoi qu'il en soit, ont-ils poursuivi, la LIPR contient des mesures de protection, car des recours discrétionnaires sont disponibles. Quant aux renvois vers les États-Unis, ils ont affirmé que l'ETPS n'était ni trop large ni disproportionnée dans son application.

Le dernier argument du gouvernement était que l'augmentation du nombre de demandeurs au Canada aurait une incidence négative sur la viabilité du système de réfugiés au Canada.

Les conclusions de la juge McDonald

Au sujet de la contestation des demandeurs selon laquelle la législation qui met en oeuvre l'ETPS est contraire à l'article 7 et à la Charte, la juge McDonald a conclu que « les actions des autorités canadiennes dans l'application de l'ETPS entraînent l'emprisonnement des demandeurs non admissibles à l'ETPS par les autorités américaines. » Elle a en outre conclu que « l'emprisonnement et ses conséquences » sont « une violation des droits garantis par l'article 7 de la Charte ».

« Les considérations relatives à l'article 7 sont doubles », a souligné la juge McDonald. Premièrement, un demandeur doit démontrer que la loi contestée le prive du droit à la vie, à la liberté ou à la sécurité de la personne. Dans l'affirmative, l'article 7 s'applique. Une fois que l'article 7 s'applique, le demandeur doit démontrer que la privation n'est pas conforme aux principes de justice fondamentale ... »

« Les principes de justice fondamentale, a-t-elle poursuivi, concernent l'arbitraire, la portée excessive et la disproportion flagrante, ... Afin d'évaluer correctement les arguments de l'article 7, il est important de comprendre le processus qui se déroule en vertu de l'ETCP. lorsqu'un demandeur arrive à un point d'entrée terrestre canadien et demande le statut de réfugié. »



« L'enjeu, a fait remarquer la juge McDonald, est de savoir si les actions des autorités canadiennes pour renvoyer des demandeurs non admissibles à l'ETPS aux autorités américaines, où ils seront emprisonnés, constituent un lien de causalité suffisant pour engager la liberté et la sécurité de la personne. il est clair que le préjudice le plus grave subi est l'emprisonnement, ainsi que les préjudices liés aux conditions de détention et au risque accru de refoulement.

« Les privations des droits de l'article 7 causées par des acteurs autres que notre propre gouvernement, a-t-elle écrit, sont toujours soumises à la garantie de justice fondamentale, tant qu'il existe un lien de causalité suffisant entre la participation de notre gouvernement et la privation ». Elle a poursuivi en expliquant qu'une telle privation en est une dans laquelle « la participation du Canada est une condition préalable nécessaire » et « où la privation est une conséquence entièrement prévisible de la participation du Canada ». Le fait que « les ressortissants soumis à l'ETPS soient emprisonnés par les autorités américaines, a-t-elle déclaré, ne soustrait pas les actions des responsables canadiens de toute considération ».

Les éléments de preuve présentés, écrit-elle, « confirment que les fonctionnaires de l'ASFC informent les fonctionnaires américains que les demandeurs de l'ETPS sont renvoyés. Les fonctionnaires de l'ASFC sont impliqués dans la remise physique des demandeurs aux fonctionnaires américains. Cette conduite ne fait pas du Canada un « participant passif » et il fournit un « lien suffisant [...] avec la conduite fautive ». Elle a conclu qu'une telle action « facilite un processus qui aboutit à la détention ».

En réponse à l'allégation du gouvernement fédéral sur l'existence de garanties et de recours dans la LIPR, la juge McDonald les a qualifiées de « largement hors de portée » et donc « illusoires ».

La juge de la Cour fédérale a également fait remarquer qu'il existe « une distinction importante entre les cas de renvoi et les faits, soulignant que les demandeurs n'ont pas pu présenter le bien-fondé ou le fond de leur demande d'asile de quelque manière que ce soit au Canada, et leurs risques n'ont pas non plus été évalués ». Ils « n'ont pas non plus bénéficié d'un tel examen de leurs

demandes de protection ».

« Les demandeurs déboutés, a-t-elle affirmé, sont détenus sans égard à leur situation, à leur culpabilité morale ou à leurs actes. Ils sont souvent détenus sans mise en liberté sous caution et sans procédure valable d'examen de leur détention. Même si le partage des responsabilités peut être un objectif louable, a-t-elle souligné, cet objectif doit être soupesé par rapport à l'impact qu'il a sur la vie de ceux qui tentent de présenter une demande d'asile au Canada et sont renvoyés aux États-Unis au nom de 'l'efficacité administrative'. À mon avis, a-t-elle déclaré, l'emprisonnement ne peut être justifié par souci de et au nom de l'efficacité administrative.



« Les risques de détention et de perte de sécurité de la personne, qui sont facilités par l'ETPS, sont nettement disproportionnés par rapport aux avantages administratifs de l'ETPS », a-t-elle conclu. « Le partage des responsabilités ne peut pas être soupesé de manière positive en fonction de l'emprisonnement ou les effets délétères des conditions de détention cruelles et inhabituelles, de l'isolement cellulaire et du risque de refoulement. »

En réponse à la position des ministres selon laquelle un processus équitable de contrôle de la détention est disponible, elle a répondu que « suggérer que ceux qui sont détenus seront éventuellement libérés, n'est pas une preuve suffisante d'atteinte minimale ».

Enfin, abordant l'argument du gouvernement selon lequel le partage des responsabilités avait été respecté et que si l'ETPS n'était pas opérationnelle, un stress encore plus grand serait exercé sur le système, la juge McDonald a conclu : « Par le passé, le Canada a fait preuve de souplesse pour s'adapter aux fluctuations du nombre de réfugiés en réponse aux besoins. Ayant conclu que le fonctionnement de l'ETPS est une violation des droits garantis par l'article 7 de la Charte, je ne vois aucune raison de principe de continuer à permettre que les dispositions de l'ETPS s'appliquent à cette catégorie restreinte de demandeurs d'asile, alors que la preuve est qu'ils seront emprisonnés à leur retour aux États-Unis. »

Notes

1. Article 101(1)(e) de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) se lit ainsi : « Irrecevabilité

« 101 (1) La demande est irrecevable dans les cas suivants :

« e) arrivée, directement ou indirectement, d'un pays désigné par règlement autre que celui dont il a la nationalité ou dans lequel il avait sa résidence habituelle ; »

2. Article 159.3 du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* (RIPR) se lit ainsi : « Examen de la recevabilité

« Désignation – États-Unis

« 159.3 Les États-Unis sont un pays désigné au titre de l'alinéa 102(1)a) de la Loi à titre de pays qui se conforme à l'article 33 de la Convention sur les réfugiés et à l'article 3 de la Convention contre la torture et sont un pays désigné pour l'application de l'alinéa 101(1)e) de la Loi. »

(Les extraits du jugement sont traduits de l'anglais. Photo : LML, VOR, Solidarité sans frontières)

Des organisations pressent le gouvernement fédéral de cesser de refouler aux États-Unis les demandeurs d'asile

Lorsque, le 23 juillet, la juge Anne Marie McDonald de la Cour fédérale du Canada a invalidé les articles de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (LIPR) et du *Règlement sur l'immigration et la protection des réfugiés* (RIPR) qui désignent les États-Unis comme un « tiers pays sûr », elle a suspendu sa déclaration d'invalidité pour une période de 6 mois pour donner au Parlement le temps de répondre.

Le 29 juillet, les trois organisations qui ont participé à titre de demandeurs dans la cause entendue devant un tribunal fédéral avec des ressortissants de divers pays, à savoir le Conseil canadien pour les réfugiés, Amnistie internationale Canada et le Conseil canadien des Églises, ont adressé une lettre [1] au premier ministre Trudeau, à la vice-première ministre et aux ministres concernés appelant le gouvernement fédéral à :

- arrêter immédiatement de refouler des demandeurs d'asile aux États-Unis et à suspendre l'Entente sur les tiers pays sûrs ;
- accepter le jugement du tribunal et s'abstenir de faire appel.

Dans la lettre, elles font remarquer que la juge McDonald « a fondé sa décision sur les nombreuses preuves qui lui ont été présentées de violations des droits de la personne aussi graves que lourdes de conséquences relativement à la détention aux fins d'immigration aux États-Unis », dont elle a conclu qu'il s'agit d'une forme de punition « immédiate et automatique » pour les demandeurs d'asile qui se voient refuser l'entrée au Canada sous le régime de l'ETPS.

Les organisations soulignent aussi que la décision de la Cour fédérale « offre au gouvernement une occasion cruciale d'agir de manière décisive et d'assumer la responsabilité qui lui échoit de mettre fin à des années de violations graves des droits des demandeurs d'asile qui cherchent à obtenir une protection aux postes-frontières terrestres officiels entre le Canada et les États-Unis. ».



Le 29 juillet également, les trois organisations ont publié une déclaration publique [2] qui souligne que la décision repose « sur les nombreuses preuves qui lui ont été présentées de violations des droits de la personne aussi graves que lourdes de conséquences relativement à la détention aux fins d'immigration aux États-Unis, et en particulier sur ce qu'ont vécu des personnes renvoyées par le Canada aux États-Unis dans le cadre de l'entente sur les tiers pays sûrs ».

Faisant valoir que le gouvernement devrait immédiatement cesser de renvoyer les demandeurs



d'asile aux États-Unis, elles expliquent en outre que « plus on continuera d'appliquer l'ancienne réglementation, plus il y aura de personnes qui courront le risque d'être renvoyées aux États-Unis pour y être emprisonnées et maltraitées ».

« Pour la même raison, poursuivent-elles, le gouvernement devrait s'abstenir d'interjeter appel, ce qui prolongerait une situation intolérable. »

« En tout état de cause, soutiennent-elles, le respect des droits des demandeurs d'asile aux États-Unis constitue actuellement une crise des droits humains, ajoutant que le Canada ne saurait, un jour de plus, se faire complice de ces violations de droits profondément troublantes, encore moins pendant six mois. »

Elles soulignent également le fait que « lorsque les réfugiés pourront présenter leur demande d'asile aux postes-frontières terrestres officiels, cela mettra également un terme aux traversées sur le chemin Roxham ».

« Les Canadiennes et les Canadiens sont profondément troublés par le traitement réservé aux réfugiés et aux migrants aux États-Unis ; or depuis quelques années, la situation s'est aggravée », ajoutent-elles.

« Nous ne pouvons continuer de refouler des personnes aux États-Unis en sachant qu'elles seront traitées d'une manière fondamentalement injuste et qu'elles subiront un préjudice grave et durable », écrivent-elles en conclusion.

Notes

1. Lettre en référence au jugement de la cour fédérale en ce qui a trait à l'Entente sur les tiers pays sûrs, produite par le CCR, AI et CCE
2. Des organismes demandent au gouvernement fédéral d'arrêter immédiatement de refouler aux États-Unis les demandeurs et demandeuses d'asile

(Photos: A. Poane, Solidarité sans frontières)



Contexte de l'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis

L'Entente sur les tiers pays sûrs entre le Canada et les États-Unis force les demandeurs d'asile qui fuient la répression et la persécution aux États-Unis à entrer au Canada de façon irrégulière pour réclamer un statut de réfugié. Toutes les lois de l'immigration et du travail du Canada sont organisées pour favoriser l'exploitation de ces demandeurs et des autres migrants vulnérables, de même que le trafic d'êtres humains, au nom de la sécurité nationale.

L'origine de l'Entente sur les tiers pays sûrs

En décembre 2001, deux mois après les attentats du 11 septembre, le gouvernement libéral de Jean Chrétien a signé la Déclaration sur la frontière intelligente et le plan d'action en 30 points avec les États-Unis visant à « améliorer la sécurité de notre frontière commune, tout en facilitant le passage légitime des gens et des biens ».

Le plan d'action comprend quatre piliers : le passage sécuritaire des gens, le passage sécuritaire des

biens, une infrastructure sécuritaire et le partage de l'information et la coordination de la mise en oeuvre de ces objectifs.

Un rapport au Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères du Canada intitulé « Rapport d'étape sur le plan d'action pour une frontière intelligente », daté du 6 décembre 2002 - le lendemain de la signature de l'Entente Canada-États-Unis sur les tiers pays sûrs - comprend une explication de la situation à laquelle sont confrontés les demandeurs d'asile :

#4 Traitement des réfugiés et des demandeurs d'asile

« Le Canada et les États-Unis ont bien avancé un protocole d'entente qui devrait rendre plus efficace l'échange de renseignements sur les dossiers relatifs à l'immigration. Les deux pays s'appêtent à conclure un accord en vertu duquel ils échangeront systématiquement des renseignements sur les demandeurs d'asile, ce qui les aidera à repérer les personnes qui risquent de représenter une menace à la sécurité ou une menace criminelle, et à démasquer les gens qui font du 'magasinage de tribunal' dans chaque pays. L'échange de renseignements s'effectuera en conformité avec le droit relatif au respect de la vie privée des deux pays. »

#5 Gestion des demandes d'asile et de statut de réfugié

« Une entente sur les tiers pays sûrs permet au Canada et aux États-Unis de gérer le flux de personnes cherchant à accéder à leurs systèmes respectifs d'octroi d'asile. Cette entente vise les demandes d'asile qui sont faites aux postes frontaliers terrestres.

« L'entente lie au principe de réunion des familles les décisions relatives à l'exemption, pour un demandeur d'asile/du statut de réfugié, de l'obligation de présenter une demande dans le premier pays où il est entré. L'entente précise également que les personnes qui soumettent une demande dans l'un ou l'autre pays ne seront pas renvoyées dans un autre pays jusqu'à ce qu'on ait statué sur leur revendication.

« Les deux pays mettront la dernière main au cadre de réglementation et les procédures opérationnelles qu'exigera la mise en application de l'entente. »

L'entrée en vigueur de l'Entente sur les tiers pays sûrs

L'Entente sur les tiers pays sûrs, signée par le Canada et les États-Unis le 5 décembre 2002, est entrée en vigueur en décembre 2004. Le Canada et les États-Unis y déclarent chacun que l'autre pays est sûr pour les réfugiés et ils ferment la porte à la plupart des demandeurs d'asile à la frontière canado-américaine. C'est précisément cette entente qui force les demandeurs d'asile à entrer au Canada par des passages frontaliers irréguliers pour faire leur demande, parce que la vaste majorité d'entre eux se voient refuser l'entrée à la frontière officielle entre le Canada et les États-Unis. La plupart des demandeurs de statut de réfugié entrent au Canada à partir de l'État de New York, par le chemin Roxham à Hemmingford au Québec, une petite ville de l'Estrie.

Les décrets présidentiels de Donald Trump

Le 25 janvier 2017, le président des États-Unis, Donald Trump, a émis deux décrets présidentiels, un qui concerne l'immigration et la sécurité et la détention à la frontière, et l'autre qui retire le financement fédéral aux villes sanctuaires. Les villes et comtés sanctuaires sont ceux qui refusent de coopérer avec le gouvernement fédéral dans la mise en oeuvre des lois fédérales de l'immigration, en particulier les requêtes de détention des immigrants « sans-papiers ». Le 27 janvier 2017, un autre décret présidentiel a été émis qui interdisait l'entrée de tout non-citoyen ayant un passeport de l'Iran, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie, de la Somalie, du Soudan ou du Yémen et qui suspendait l'entrée des réfugiés aux États-Unis. Les trois décrets ont servi aux

attaques contre les droits des immigrants et à la conception et aux responsabilités liés à la citoyenneté. Ils ont également servi à l'intensification des conflits entre les autorités fédérales et celles des États, lesquelles ont toutes leurs forces de police armées, et à la violation des relations de nation à nation et des principes reconnus sur lesquels repose le droit international.

Nomination de Bill Blair au poste de ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé

Le 28 juillet 2018, le premier ministre Justin Trudeau a annoncé la nomination de l'ancien chef de la police de Toronto Bill Blair au nouveau poste de ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé. Par ce tour de passe-passe, le gouvernement Trudeau a trouvé une façon de lier les migrants vulnérables à la sécurité frontalière et au crime organisé. En faisant du passage irrégulier des demandeurs d'asile par le chemin Roxham au Québec et partout ailleurs au Canada une question de loi et d'ordre, Trudeau a transformé la demande d'asile en une catégorie appartenant au crime au nom du traitement équitable et de la primauté du droit, ce qui est inadmissible. La lettre de mandat de Justin Trudeau au ministre comprend ce qui suit : « À titre de ministre de la Sécurité frontalière et de la Réduction du crime organisé, vos objectifs consisteront à assurer la sécurité de nos frontières et à diriger les efforts pangouvernementaux visant à réduire le crime organisé. Vous veillerez à ce que la gestion de nos frontières favorise les déplacements et le commerce légitimes, en plus d'assurer la sécurité des Canadiens et d'offrir à tous un traitement équitable et conforme à nos lois. Vous jouerez un rôle important dans la coordination des efforts visant à réduire la violence liée aux armes à feu, et vous dirigerez le processus de légalisation et de réglementation stricte du cannabis. Vous serez également le ministre responsable de la stratégie adoptée pour gérer la migration irrégulière. »[1]

Nomination de Marco Mendicino au poste de ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté

Le 20 novembre 2019, le premier ministre Justin Trudeau a nommé Marco Mendicino ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté. Un des rôles du nouveau ministre de l'immigration, tel que stipulé dans la lettre du mandat du premier ministre, est d'« appuyer le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile dans le dossier de la migration irrégulière, notamment la nouvelle Stratégie en matière de protection frontalière, et dans la poursuite des travaux avec les États-Unis visant à moderniser l'Entente sur les tiers pays sûrs ».[2]

Notes

1. En tant que chef de la police de Toronto en 2010, Bill Blair était en charge de l'activité policière au Sommet du G20 à Toronto en 2010, travaillant de façon étroite avec le premier ministre de l'époque, Stephen Harper, et avec la GRC qui coordonnait la sécurité avec le département de la Sécurité intérieure des États-Unis et les services du renseignement des États-Unis. Le personnel de sécurité sur le terrain comprenait 21 000 personnes.

La police a utilisé la terreur contre les manifestants et de nombreux policiers de Toronto ont retiré leur insigne pour qu'on ne puisse pas les identifier. Plus de 1 140 personnes, dont de nombreux passants, ont été arrêtés. La police à cheval et plusieurs policiers à pied ont foncé sur les manifestants avec des bâtons et en ont blessé un très grand nombre. Des centaines de personnes ont été prises dans des opérations de « kettling » (souricière) et maintenus pendant des heures et souvent sans motif à la pluie battante dans une tentative de réprimer l'affirmation par le peuple de ses droits.

2. Marco Mendicino est un ancien procureur fédéral qui a été co-procureur dans l'affaire de ceux qu'on a appelés les « Toronto Eighteen » (les 18 de Toronto), où un groupe de jeunes de minorité nationale ont été piégés par l'État canadien qui a utilisé deux taupes du SCRS grassement payées

pour leur travail. À la fin, les accusations contre sept des dix-huit jeunes ont été abandonnées parce qu'il n'y avait aucune preuve contre eux. Ils n'ont pas été indemnisés pour ce mauvais traitement. Ils n'ont reçu aucune excuse de la part de la police ou du gouvernement et seront toujours marqués du sceau d'être de « présumés terroristes ». Les autres jeunes ont « avoué », sous le chantage, être impliqués dans une activité terroriste. On leur a dit qu'ils serviraient une longue peine d'emprisonnement s'ils persistaient à nier.

(Sources : LML, Global News, Archives du département d'État américain, Bureau du premier ministre)



La politique de Défense servile du Canada

Des dépenses de milliards de dollars en approvisionnement militaire

- Philip Fernandez -



Le 4 août, le ministère de la Défense nationale a annoncé la construction des premiers des 360 véhicules blindés d'appui tactique (VBAT) à l'usine de General Dynamic Land Systems (GDLS) à London, en Ontario. GDLS est une filiale de General Dynamics USA, le cinquième plus important fabricant d'armes aux États-Unis. Le contrat est évalué à 2 milliards de dollars. Selon le ministère de la défense : « Cette flotte est adaptée à tout un éventail de rôles et peut notamment servir dans le cadre de la contribution du Canada aux mesures d'apaisement et de dissuasion de l'OTAN en Europe de l'Est et en Europe centrale, ou pour les interventions des Forces armées canadiennes lors de catastrophes naturelles au Canada. »

Cette annonce avait été précédée d'une autre annonce du ministère de la Défense le 31 juillet sur la livraison du premier des six navires de patrouille extacôtiers et de l'Arctique (NPEA) pour la Marine canadienne, le *NCSM Harry DeWolf*, construit à Halifax par Irving Shipbuilding. Selon le ministère : « Conçue spécialement pour l'exécution de patrouilles dans les eaux extracôtières et les régions les plus au nord du Canada, cette nouvelle classe de navires sera au coeur de la présence accrue des Forces armées canadiennes (FAC) dans l'Arctique : elle complétera efficacement les capacités de leurs autres navires de guerre actuels et futurs par l'exécution d'activités essentielles axées sur la reconnaissance et la surveillance. Outre les plateformes hautement polyvalentes qui lui permettront d'appuyer diverses missions nationales et internationales, le navire sera doté de logements et d'installations modernes qui amélioreront considérablement le confort et la qualité de vie de l'équipage, soulignant ainsi l'engagement des FAC visant à favoriser l'inclusion et le

bien-être de leur personnel. »

En plus des six NPEA, Irving construit aussi deux navires de la Garde côtière. Ces deux contrats font partie de l'« ensemble de combat » alloué à Irving dans le cadre de la Stratégie nationale de construction navale (SNCN) annoncée par le gouvernement conservateur de Stephen Harper et présentement mise en oeuvre de façon étendue par les libéraux de Trudeau qui se montrent encore plus bellicistes que les conservateurs de Harper. Le coût initial de 38 milliards de dollars pour la SNCN a presque doublé à 70 milliards et il risque d'augmenter encore de plusieurs milliards.

Également, le Canada s'apprête à se procurer 88 avions de chasse d'un des trois monopoles de l'armement, au coût de 19 milliards de dollars, achat auquel s'opposent Voix des femmes canadiennes pour la paix et ses alliés.



Des dizaines de milliards de dollars sont consacrés à l'expansion de l'armement militaire au nom de la politique de défense canadienne adoptée sous les libéraux en 2018 — « Protection, Sécurité, Engagement » - et qui vise à « réaliser d'importants investissements stratégiques à long terme permettant aux Forces armées canadiennes de continuer de mener leurs activités en tant que force agile et prête au combat, laquelle est capable d'apporter des contributions tangibles et de tenir ses engagements au pays et dans le monde entier. » Les libéraux se sont engagés à dépenser 62,3 milliards de dollars au cours des 20 prochaines années pour améliorer l'armée canadienne en vertu de cette nouvelle politique. Afin de détourner le mouvement antiguerre au Canada, ces sommes énormes sont versées à Irving Shipbuilding Inc., GDLS et d'autres dans des stratagèmes pour payer les riches au nom de la création d'emploi et du relancement de l'économie ! En vertu de la soi-disant Politique des retombées industrielles et technologiques lancée en 2014, les entreprises « qui se voient attribuer des marchés d'approvisionnement en matière de défense sont tenues de mener des activités commerciales au Canada, dont la valeur équivaut à celle du marché qui leur a été accordé ».



Alors que les Canadiens font toujours face à la pandémie du coronavirus, qui est loin d'être terminée, les libéraux poursuivent en douce leur approvisionnement militaire. Aussi ont-ils l'appui des autres partis cartellisés au parlement, puisque chacun d'eux appuie la politique étrangère du Canada fondée sur le colonialisme des temps modernes, l'impérialisme et la guerre, politique dictée par l'impérialisme américain et ses instruments, l'OTAN et NORAD. C'est là l'essence même de la politique étrangère appelée « Protection, Sécurité, Engagement ».

Ce militarisme et bellicisme accrus des libéraux de Trudeau et des autres partis cartellisés doivent être bloqués par la résistance organisée du peuple canadien à l'impérialisme américain, à l'OTAN et à NORAD. C'est le peuple canadien qui doit décider de la politique militaire et de la politique étrangère du Canada ainsi que de l'avenir de la société canadienne. C'est lui qui doit redoubler d'efforts pour s'organiser pour établir un gouvernement antiguerre et oeuvrer à faire du Canada

une zone de paix. C'est ainsi que les Canadiens peuvent faire une contribution décisive à la paix dans les Amériques et dans le monde et contribuer à obtenir une paix permanente dans le monde, laquelle est la base même de l'épanouissement de tous les peuples et de toutes les nations.

***Tout en oeuvre pour faire du Canada une zone de paix !
Organisons pour un gouvernement antiguerre !***

(Avec des informations du ministère de la Défense nationale. Photos : LML)



**Premier anniversaire de la révocation du statut
spécial pour le Jammu-et-Cachemire**

**Opposons-nous à la répression brutale
du gouvernement contre le peuple au Cachemire!
Vive la lutte des Cachemiriens pour la liberté,
la justice et la démocratie!**

- Meera Kaur -



Manifestation à Lahore, au Pakistan, en août 2020 contre l'occupation brutale du Cachemire par l'Inde

Le 5 août 2020 était le premier anniversaire de la révocation du statut spécial pour le Jammu-et-Cachemire en vertu de l'article 370 de la constitution indienne. Dès qu'il a changé le caractère semi-autonome du Cachemire contrôlé par l'Inde, le gouvernement indien a imposé un embargo médiatique et un couvre-feu et s'est mis à brutalement arrêter, incarcérer et tuer des Cachemiriens de toutes les couches de la société. Le gouvernement indien a eu recours à la *Loi sur les pouvoirs spéciaux des Forces armées* adoptée en 1990, lui donnant l'autorisation d'arrêter, de fouiller et de détruire des propriétés et de tuer en toute impunité.

Les Cachemiriens ont combattu ce plus récent crime contre la patrie et le peuple et ont continué de résister avec courage au cours de la dernière année sans se laisser abattre par la répression brutale. Les crimes contre le peuple du Cachemire ont aussi suscité la solidarité du peuple du Pendjab avoisinant qui affronte depuis longtemps l'impunité des forces armées indiennes. Les gestes de

l'Inde ont aussi suscité la condamnation généralisée des peuples partout dans le monde.

Le 3 août, au Cachemire, quelque temps avant le premier anniversaire, les autorités ont imposé un couvre-feu dans la ville de Srinagar ayant effet sur-le-champ jusqu'à l'anniversaire même, auquel le peuple a donné le nom de « Jour de la noirceur ».



Manifestation au parlement britannique pour marquer le premier anniversaire de la révocation du statut spécial du Jammu-et-Cachemire. Le slogan « La vie des Cachemiriens compte ! » est projeté sur la façade du parlement.

Le 5 août, en opposition à la répression et au confinement forcé du peuple - rien de moins qu'un siège du Jammu-et-Cachemire -, des manifestations ont eu lieu en Inde, en Grande-Bretagne et à d'autres endroits. En Grande-Bretagne, une action de masse a été organisée devant le bureau du Haut-Commissariat indien ainsi que du Council House à Birmingham, où vivent 150 000 Cachemiriens. Des centaines de Cachemiriens ont participé à ces importantes actions.



Le peuple cachemirien lui-même affirme son droit à l'autodétermination depuis plusieurs décennies, en commençant par la période de la partition de l'Inde en 1947, alors que l'État britannique a joué un rôle perfide à préserver le pouvoir colonial sur le sous-continent par le biais de formes de gouvernements fondées sur la préservation des valeurs et de représentants anglo-américains. Une revendication majeure en ce moment est que le peuple du Jammu-et-Cachemire puisse régler la question du Cachemire au moyen d'un référendum juste, transparent et démocratique sous les auspices des

Nations unies, tel que stipulé par les résolutions de l'ONU.

Beaucoup de soldats indiens ont été mobilisés dans la répression du mouvement du peuple cachemirien pour son indépendance. Les leaders du mouvement ont été incarcérés et de nouvelles méthodes psychologiques de désorientation et d'oppression sont utilisées. Il y a eu des arrestations massives et l'armée indienne a déchaîné sa violence contre le peuple. La confrontation sino-indienne a exacerbé la tension au Cachemire.

Aussi, des milliers d'Indiens sont amenés en Jammu-et-Cachemire pour y travailler et pour coloniser la région, ce qui montre à quel point le premier ministre Narendra Modi est empressé de

détruire l'identité et l'héritage du Cachemire. Ces travailleurs auraient transporté avec eux la COVID-19 qui a touché plus de 19 000 personnes au Cachemire.

Les Canadiens épris de paix et de justice appuient le peuple du Cachemire dans sa lutte pour l'autodétermination. Que la marche du peuple cachemirien vers la liberté, la justice et la démocratie soit victorieuse !

(Photos: WW, S. Omer)



La lutte du peuple philippin pour ses droits démocratiques et la libération nationale

Le discours sur l'état de l'Union de Duterte condamné au pays et à l'étranger

- Steve Rutchinski -



Manifestation à Toronto à la veille du discours sur l'état de l'Union le 27 juillet 2020

Des actions militantes se sont tenues aux Philippines, au Canada et ailleurs à la veille du discours sur l'état de la nation du président philippin Rodrigo Duterte qui est appuyé par les États-Unis. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) s'unit fermement aux Canadiens d'origine philippine et à leurs alliés contre la campagne de terreur, de violence et d'impunité de l'État du régime de Duterte contre le peuple. Un état de loi martiale existe aux Philippines, qui vise à écraser le mouvement de libération nationale du peuple philippin dirigé par le Parti communiste des Philippines (PCP).

Dans son message aux dizaines de milliers de manifestants aux Philippines qui ont courageusement défié l'interdiction du gouvernement des rassemblements publics pour s'opposer à la désinformation de Duterte, le PCP a salué la volonté et la détermination du peuple. En manifestant en public en grand nombre, a écrit le PCP, le peuple exprime son « indignation généralisée et intense contre l'incompétence, la corruption, le fascisme et les mesures répressives du régime et son mépris total et son abandon du bien-être du peuple ».

Pour marquer l'occasion, Bayan Canada, l'alliance d'organisations progressistes philippines, a organisé des actions publiques à Vancouver, Winnipeg, Toronto, Ottawa, Montréal et un rassemblement en ligne à Calgary et Edmonton. Ces actions ont rassemblé des jeunes d'origine philippine et leurs pairs, des travailleurs migrants et des amis et alliés, y compris des activistes représentant le PCC (M-L).



Ottawa, 27 juillet 2020

Les jeunes philippins en particulier ont été très fermes et ont dénoncé les crimes du gouvernement du président Duterte, dont les meurtres extrajudiciaires de quelque 30 000 personnes au nom de la « guerre contre la drogue ». Orateurs après orateurs ont condamné le régime Duterte pour son refus d'aider le peuple philippin pendant la pandémie de coronavirus et son utilisation de la crise pour intensifier la campagne de « contre-insurrection » contre le mouvement révolutionnaire, en menant des assassinats politiques et d'autres actes de répression. La *Loi antiterroriste de 2020* adoptée récemment par Duterte a été fermement condamnée en tant que loi draconienne visant à renforcer les pouvoirs de police du gouvernement.

Le peuple philippin est déterminé à remporter la victoire, à renforcer et à faire progresser son mouvement révolutionnaire, à s'opposer à la domination américaine et d'autres grandes puissances de son pays et à faire avancer la cause de la paix et de la justice. La secrétaire générale de Bayan Canada, Rhea Gamanna, a souligné lors de la journée d'action que le peuple philippin a une longue tradition anti-impérialiste et une longue histoire de combat et qu'en comptant sur ses propres efforts et une large unité politique, il évincera le régime Duterte soutenu par les États-Unis.



Winnipeg, 27 juillet 2020

(Photos: Bayan Canada)

Message du PCC(M-L) à la manifestation pour tenir le régime de Rodrigo Duterte redevable lors du discours sur l'état de la nation



Manifestation à Vancouver à la veille du discours sur l'état de l'union du président Duterte, le 27 juillet 2020

Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) fait part de ses salutations les plus chaleureuses à ce SONA ng Bayan, l'action du peuple pour tenir le régime de Rodrigo Duterte redevable de sa violence et sa terreur d'État grandissantes et en toute impunité contre le peuple des Philippines. Nous condamnons la prétendue *Loi anti-terrorisme de 2020* et exprimons notre confiance dans votre action pour l'abroger.

Notre Parti exprime aussi ses sincères condoléances pour la perte le 23 juillet de Fidel V. Agcaoili, président vénéré du Panel de négociation du Front démocratique national des Philippines. Le rôle important du camarade Agcaoili dans les négociations avec le gouvernement philippin pour trouver une juste résolution aux plus de 60 ans de guerre civile dans les Philippines est un important guide dans l'action pour ceux qui le remplaceront.



Montréal, 27 juillet 2020

Nous vous offrons nos plus sincères condoléances pour les pertes que vous avez subies cette année suite à la répression de l'État et les crimes commis contre vos camarades. Nous saluons leur

courage et leur héroïsme et faisons part de nos condoléances et de notre appui à leurs camarades et à leurs familles.

Près de 10 000 personnes ont perdu la vie en raison d'exécutions extrajudiciaires et d'assassinats politiques. Des milliers de personnes ont été incarcérées pour avoir apporté de l'aide au peuple sous forme de médicaments et de nourriture pendant la pandémie de la COVID-19.

L'adoption de la prétendue *Loi anti-terrorisme de 2020* ce mois-ci par le gouvernement Duterte montre le désespoir du gouvernement Duterte et celui de ses défenseurs américains face à leurs efforts pour écraser la résistance du peuple dirigé par le PCP et le NPA. La prétendue *Loi anti-terrorisme de 2020* exprime aussi les intérêts des États-Unis qui cherche à ce que les Philippines demeurent une base militaire stable pour assurer leur présence en Asie et pour contester la Chine, une partie intégrante des préparatifs de guerre des États-Unis que le peuple n'accepte pas.

Les exercices militaires conjoints et les autres exercices menés par les États-Unis dans les Philippines ainsi que leurs exercices « anti-insurrectionnelles » doivent cesser et c'est vers quoi le PCP et le NPA dirige le peuple.

L'hystérie anti-communiste de cercles dirigeants dans les Philippines reflète la force du mouvement du peuple philippin pour la libération nationale et le désespoir de l'ennemi.

Duterte continue de céder l'économie philippine aux intérêts étrangers, augmentant le déplacement économique et la migration. Des dizaines de milliers de personnes sont forcées en raison de la situation de quitter les îles et de chercher refuge à l'étranger.

Le Canada lui-même est l'architecte de pratiques inacceptables qui encouragent la traite des personnes et l'abus de femmes et d'enfants et de travailleurs migrants. Le gouvernement canadien encourage aussi le vol de la richesse minière et des terres du peuple philippin par des intérêts privés étroits, miniers et autres, qui commettent des crimes contre le peuple pour étouffer la résistance.

Le silence du Canada face aux crimes commis contre le peuple est inacceptable. Être silencieux, c'est être violent.

Notre Parti oeuvre à la réalisation de la juste revendication que tous les travailleurs migrants accèdent au statut de résident permanent au Canada et reçoivent toute aide publique en tant que droit.

Les travailleurs philippins d'origine philippine sont partie intégrante de la classe ouvrière canadienne. Nous travaillons comme une seule personne pour la paix, la liberté et la démocratie.

***Gloire à la vie et l'oeuvre du camarade Fidel Agcoaili !
Vive la résistance du peuple philippin !
Vive notre unité dans l'action ! Le peuple vaincra !
Non à la violence et la terreur fascistes du régime Duterte appuyé par les États-Unis !
Non à la prétendue Loi anti-terrorisme de 2020 !***

(Photos: Bayan Canada, Gabriela)



In Memoriam
Fidel V. Agcaoili



- 8 août 1944 - 23 juillet 2020 -

C'est avec une grande tristesse que le Parti communiste des Philippines (PCP) vous informe que le camarade Fidel V. Agcaoili, président du panel de négociations du Front national démocratique des Philippines, est décédé soudainement à Utrecht, aux Pays-Bas, à la suite d'une rupture d'une artère pulmonaire. Le camarade Agcaoili était membre du FNDP depuis le début des années 1990 et son président depuis 2016 en un effort pour réaliser une paix juste et permanente dans la lutte entre le peuple philippin dirigé par le PCP et l'État philippin parrainé par les États-Unis.

Le PCC déclare :

« Les communistes et révolutionnaires philippins ressentent un profond sentiment de tristesse et de perte face au décès de Ka (aîné) Fidel. Il était l'un des dirigeants les plus aimés et les plus respectés du Parti, du Front national démocratique des Philippines (FNDP) et du peuple philippin. Au cours des dernières décennies, depuis le mouvement clandestin, de l'emprisonnement jusqu'au travail international et aux négociations de paix, Ka Fidel a lutté sans relâche avec le peuple philippin et a servi le mouvement révolutionnaire et toutes les classes opprimées et exploitées pour parvenir à la libération nationale et sociale. En tout temps, Ka Fidel a fermement soutenu les principes du Parti. Il a été imprégné de l'esprit communiste jusqu'à son dernier souffle. »

Le décès du camarade Fidel V. Agcaoili est une grande perte pour le PCP, le FNDP et l'ensemble du peuple philippin. Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) transmet ses plus sincères condoléances à ses camarades, à sa famille et à tout le peuple philippin dans sa patrie et au Canada, en particulier à nos camarades de Bayan Canada, Migrante, Philippine Solidarity

Group, Gabriela et d'autres organisations de lutte.

Que la vie et l'oeuvre du camarade Fidel V. Agcaoili soient une inspiration pour nos efforts communs dans la lutte pour nos droits collectifs, pour la justice et la paix et pour le renforcement des liens fraternels entre les peuples du Canada et des Philippines.



Honduras

Enlèvement de dirigeants autochtones: la vie des Noirs garifunas compte !



Manifestation à Triunfo De La Cruz contre l'enlèvement d'activistes garifunas, 26 juillet 2020

Les Garifunas sont une communauté autochtone noire qui vit sur la côte nord du Honduras depuis 1797, date à laquelle ils ont fui l'île de Saint-Vincent-et-les Grenadines après la défaite de leur insurrection contre l'Empire britannique. Bien que reconnu par le gouvernement hondurien à la fin du XIXe siècle, le territoire revendiqué par les Garifunas fait l'objet d'intenses disputes depuis le début du XXe siècle.



Au début, ce sont les sociétés transnationales bananières qui exercent une forte pression sur le territoire des Garifunas. À l'époque, l'État hondurien était l'un des principaux agents des transnationales, violant le droit ancestral du peuple garifuna sur son territoire et accordant l'autorisation de cultiver des milliers d'hectares de bananeraies. Aujourd'hui, toujours avec la complicité du gouvernement hondurien, c'est la culture du palmier - un palmier africain très utilisé par l'industrie cosmétique - qui exerce une forte pression sur ce territoire. On estime que 80 % du territoire des Garifunas est occupé

par la culture du palmier africain, tandis que dans le même temps, le gouvernement hondurien a stimulé l'occupation de la côte caraïbe par l'industrie touristique de haute gamme avec la construction de stations balnéaires sur les terres des Garifunas.

À la fin des années 70, plus précisément en 1978, avec la création de l'OFRANEH (Organisation fraternelle des Noirs du Honduras), la lutte a commencé pour préserver ce qui restait du territoire occupé par les Garifunas pendant plus de 200 ans. Il y a 48 communautés garifunas réparties le long de la côte caraïbe du Honduras, avec une économie basée sur l'agriculture familiale.

Il est important de rappeler qu'en 2009, Manuel Zelaya, le président démocratiquement élu, a été renversé par un coup d'État orchestré par les militaires et financé par les grandes entreprises opérant dans le pays. L'un des aspects les plus importants de la politique du gouvernement Zelaya était précisément de contrer les intérêts de l'agro-industrie étrangère au Honduras et dans les latifundios (grands domaines). Alors maintenant, encore une fois, l'État hondurien sert les puissants contre les intérêts des communautés.

Dans ce contexte, quatre militants sociaux garifunas ont été enlevés (Alberto Sneider Centeno, Milton Joel Martinez Alvarez, Suami Aparicio Mejia et Alber Sentana Thomas), de la communauté de Triunfo de la Cruz, dans la municipalité de Pantalla. Les militants kidnappés sont liés à la lutte pour la terre, la préservation de l'environnement et le respect des droits de l'homme. Alberto Centeno a dirigé la campagne pour obliger l'État hondurien à se conformer à la décision rendue par la Commission interaméricaine des droits de l'homme en 2015 et à la Convention n° 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT) qui porte sur la consultation des peuples autochtones sur l'occupation de leurs territoires. L'enlèvement a été commis le 18 juillet par un groupe lourdement armé portant l'uniforme des forces de sécurité honduriennes.

Il est important de garder à l'esprit que le peuple hondurien se mobilise pour faire en sorte que les quatre personnes reviennent en bonne santé.

Nous demandons :

- que le gouvernement hondurien sauve les quatre militants kidnappés et qu'ils soient rendus vivants aux Garifunas ;
- le respect immédiat de la Convention n° 169 de l'OIT ;
- que cesse l'invasion des terres des Garifunas ; et
- que le gouvernement brésilien adopte une position ferme contre les violations des droits humains du peuple garifuna.



Le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) appelle les Canadiens à exiger du gouvernement du Canada qu'il prenne la position de principe de s'opposer aux grossières violations des droits humains par le gouvernement du coup d'État au Honduras, qu'il a soutenu au moment du coup et lorsque les atrocités ont éclaté.

Les activistes garifunas enlevés doivent être retournés à leurs familles et communautés. Ces violations des droits humains et cette appropriation des terres des Garifunas doivent cesser.

(Avec des informations de Resumen Latinoamericano, 3 août 2020. Photos : Ofrenah)



La lutte de Cuba révolutionnaire pour son droit d'être

Le rejet d'une poursuite en vertu de la loi Helms-Burton crée un précédent



Piquetage contre le blocus de Cuba par les États-Unis à Montréal le 17 juillet 2020

Le juge fédéral des États-Unis James Lawrence King a rejeté une poursuite qui avait été faite en vertu du Titre III de la *Loi Helms-Burton* contre la compagnie de navires de croisière Carnival pour l'utilisation d'une propriété à Cuba.

Javier Garcia-Bengochea, un Cubain-Américain vivant en Floride, est détenteur agréé d'actions dans le port de Santiago de Cuba dont se sert le navire de croisière. Cette propriété a été confisquée par le gouvernement cubain en 1960, après la Révolution. Garcia-Bengochea a hérité de la propriété en 2000.

Ayant intensifié ses hostilités contre Cuba, l'administration Trump a mis fin à la suspension du Titre III de la *Loi Helms-Burton* en mai 2019. Le Titre III permet aux citoyens américains qui réclament une propriété confisquée par le gouvernement cubain d'obtenir une indemnité des compagnies qui gèrent ces propriétés. Cependant, il est stipulé dans la loi que pour « toute propriété confisquée avant le 12 mars 1996, un citoyen des États-Unis ne peut faire une poursuite en invoquant la propriété confisquée en vertu de cette clause à moins que ce dit citoyen n'acquière la propriété de la réclamation avant le 12 mars 1996. »

C'est une décision clé pour ce qui est des réclamations en vertu de la *Loi Helms-Burton*, puisqu'elle crée un précédent pour l'avenir immédiat. Carnival fait face à une poursuite similaire pour l'utilisation des infrastructures dans le port de La Havane et attend la décision de la juge fédérale Beth Bloom d'un tribunal de Miami. Il y a près de 6 000 réclamations concernant des propriétés confisquées par le gouvernement cubain, ce qui représente près de 2 milliards de dollars, ou encore, 8 milliards de dollars avec intérêt.

(Avec des informations du *Miami Herald*)

Les démineurs cubains en sarraus blancs

- *Patricio Montesinos* -

On dit toujours que les démineurs risquent leur vie pour sauver la vie de milliers de personnes lorsqu'ils désactivent les mines dans les champs en temps de conflit.

En temps de pandémie, comme celle de la COVID-19 qui afflige l'humanité aujourd'hui, ce sont

les médecins et les travailleurs de la santé qui font ce travail dangereux pour le bien de millions de citoyens partout dans le monde.



Une équipe médicale cubaine arrive au Surinam le 20 mars 2020 pour aider à combattre la COVID-19,

Les membres de la célèbre armée pacifique cubaine en sarraus blancs agissent en ce moment en véritable démineurs, parce qu'ils se rendent dans les coins les plus compliqués de la Terre pour affronter la maladie mortelle.

Ils vont en Afrique, en Europe et en Amérique latine et les Caraïbes, défiant les risques auxquels ils sont confrontés en première ligne, dans la ligne de feu, dans le combat contre la COVID-19.

Leur unique objectif est de vaincre la mort, et ils y arrivent avec conviction, humanisme et grand altruisme, ce qu'ils ont hérité du dirigeant historique de la Révolution cubaine Fidel Castro et la génération de Moncada, celle qui, le 26 juillet 1953, s'est lancée dans la bataille pour la véritable indépendance de l'île.

Les membres des Brigades médicales cubaines, qui se mettent au service d'innombrables pays partout dans le monde, sont indubitablement les vrais héritiers de ces jeunes gens qui, dirigés par Fidel, ont pris d'assaut les casernes de Moncada il y a 67 ans, l'acte héroïque qui a mené au triomphe de la Révolution le 1er janvier 1959.

À l'occasion de Jour de la rébellion nationale de la nation caribéenne, ce 26 juillet, les démineurs en sarraus blancs méritent une reconnaissance spéciale. Loin de leur patrie et de leurs familles, ils ont vaincu la pandémie et offrent à nouveau une leçon de dignité et de courage.

Par leur exemple, ils ont aussi désamorcé les campagnes, orchestrée par les États-Unis, visant à discréditer la collaboration médicale cubaine et, du même coup, ils ont hissé encore plus haut les drapeaux de la solidarité avec Cuba et contre le blocus intensifié que Washington impose à l'île.

Aujourd'hui, provenant de toutes les régions du monde, s'élèvent des voix pour réclamer que les médecins et les travailleurs de la santé reçoivent le Prix Nobel de la Paix pour leur oeuvre humanitaire depuis de nombreuses années.

Et, bien sûr, les démineurs cubains en sarraus blancs méritent cette reconnaissance et beaucoup plus encore, mais ils ont déjà la reconnaissance la plus précieuse de toutes, celle des peuples et des millions de gens qu'ils ont soignés et à qui ils ont redonné la vie.

(Cubadate, 27 juillet 2020. Traduit de l'espagnol par LML. Photo : J. Vidal)

Un journaliste espagnol cloue le bec à la ministre colombienne des Affaires étrangères

Edgar Eddie Ferreira est un journaliste espagnol qui a cloué le bec à la ministre des Affaires étrangères de la Colombie, Claudia Blum, après qu'elle ait dit il n'y a pas longtemps que « Cuba est un pays d'une extrême pauvreté dont le sous-développement se voit dans ses infrastructures ».

- Hier, 200 millions d'enfants ont dormi dans la rue parce qu'itinérants, et je peux vous assurer qu'aucun d'eux n'était cubain, quoique plusieurs étaient colombiens.

- Des millions de personnes dans le monde n'ont aucune couverture médicale et je peux vous assurer qu'aucune d'elles n'est cubaine. En Colombie, plus de la moitié de la population est sans assurance médicale et les personnes qui en ont une ne sont pas soignées à 100 %.

- Dans le monde, il y a des millions de personnes analphabètes et pas une seule n'est cubaine, mais beaucoup sont colombiennes.

- Durant l'année en cours, des dirigeants sociaux ont été assassinés partout dans le monde, sauf sur le territoire cubain. En Colombie, ils sont tués jour après jour et le président ne fait rien pour arrêter ce massacre du peuple par l'État.

- Pour ce qui est de la culture, des sports, de la santé et de l'éducation, Cuba est la meilleure de la région. Lorsque la Colombie sera en mesure de surpasser Cuba dans quelque sphère de progrès social que ce soit, vous pourrez offrir votre opinion. En attendant, regardez votre propre pays et pensez aux réalisations de Cuba comparativement à la Colombie qui, malgré toutes les ressources naturelles qu'elle a à sa disposition pour se surpasser, ne projette pas l'image d'un bon pays mais plutôt du pays le plus corrompu, le plus meurtrier, le plus ignorant, ayant le plus de trafic de drogues, le taux de chômage le plus élevé de la région, le taux de meurtres le plus élevé, et votre président est un cirque ambulancier qui ment comme il respire et dit des imbécillités partout où il va.

- Ministre des Affaires étrangères, mon amie, je vous dis tout cela parce que je suis un journaliste espagnol et j'ai eu l'occasion de voyager à Cuba, tout comme j'ai travaillé en Colombie où j'ai appris à me familiariser avec ce pays. Vivre et travailler en Colombie est un véritable défi pour un journaliste, qui peut être tué à tout moment dans la pratique de sa profession. L'année dernière seulement, 36 journalistes ont été tués en Colombie. À Cuba, personne n'est tué parce qu'il a une opinion différente. Si à Cuba c'est la pauvreté, en Colombie, c'est la misère abjecte comparativement à Cuba.

(Resumen Latinoamericano, 31 juillet 2020. Traduit de l'espagnol par LML)

Sur le décès d'Eusebio Leal, l'historien de la Ville de La Havane

La tendre et réconfortante union de l'amour et de l'espoir pour la patrie

- Radio Havana -

C'est avec tristesse que, le 31 juillet, la nation cubaine a appris le décès du docteur Eusebio Leal Spengler, l'historien renommé et vénéré de la ville de La Havane. Leal a consacré sa vie à la préservation de l'authentique patrimoine historique et culturel de Cuba et de son peuple. Il l'a fait par ses enseignements et par ses écrits, et, notamment, par son travail indispensable de préservation et de restauration du cœur de la magnifique Havane historique – la Havana Vieja.



Eusebio Leal était membre du Comité central du Parti communiste de Cuba et député élu à l'Assemblée nationale du pouvoir populaire de Cuba. LML publie ci-dessous un hommage à sa vie et à son oeuvre rendu par l'équipe de rédaction de Radio Havana.



La page blanche semble impossible à remplir en ce moment. Aucun mot ne peut combler le vide ni décrire la tristesse et le choc éprouvés par les Cubains lorsqu'ils ont appris la nouvelle, eux qui l'ont tant aimé et admiré.

Ces années furent des années de travail intense, de sauvetage de notre patrimoine, de restitution d'une partie de notre identité à celles et ceux d'entre nous qui sommes nés sur l'île. Nous ne pouvions imaginer tout l'effort qui a animé une telle entreprise, ni le nombre d'années de sacrifice et de lutte incessante. Eusebio Leal Spengler y a consacré sa vie.

Sa disparition physique nous afflige, nous bouleverse. Nous le pensions un homme immortel, un homme qui serait toujours là pour préserver non seulement la Vieille Havane mais le patrimoine cubain dans son ensemble, qu'il aimait tant. Mais, une fois de plus, la mort nous a joué un tour.

« Nous faisons partie des grands défis et des grands moments », disait à l'occasion ce grand homme. Il n'en faisait pas seulement partie, il était un témoin, un créateur d'idées, de rêves, de réalités. Il a combattu les moulins à vent mais il en est venu à bout. Il était un Don Quichotte de notre époque.

En 1981, par décision du gouvernement, le Bureau de l'Historien de la Ville de La Havane a relevé

l'immense défi d'entreprendre le premier plan de restauration. Derrière cet énorme effort, après tant d'années à le promouvoir, se trouvait Leal. Et il l'a réalisé avec succès pendant des décennies, nourrissant une réalité teintée de rêve, restaurant sa splendeur à la capitale et alimentant la spiritualité de chaque être humain, petit à petit, transformant notre perception d'une ville qui a déjà cinq siècles d'existence.

Comme il le disait lui-même, un travail comme celui-ci, de portée internationale et qui apporte une reconnaissance publique, ne peut être accompli que dans une révolution comme la nôtre, avec le soutien d'un dirigeant comme Fidel. Et notre historien a vécu dans une période fébrile et féconde qui a commencé en 1959, au moment où le processus de changements révolutionnaires, de renouvellement des domaines de la société cubaine a commencé. Cette idée réaffirme sa profonde conviction révolutionnaire : « Nous sommes les gardiens, les héritiers et les continuateurs de l'héritage culturel, social et politique de la nation. »



Héros du Travail de la République de Cuba, Cubain maintes fois récompensé de médailles et de doctorats honorifiques, Leal a été, grâce à son « intendance de gladiateur », le découvreur et le re-découvreur, à chaque jour et pendant plusieurs années, de sa Havane, de notre Havane. Dès son plus jeune âge, il rêvait de restauration, ce qu'il a réalisé à un très haut niveau. Il a eu la chance d'avoir Emilio Roig de Leuchsenring, le premier historien de la Ville de la Havane, comme professeur et guide, qui l'a imprégné de la vitalité et de l'amour pour la capitale, au point où il a déclaré : « Sans Emilio Roig, il n'y aurait pas d'Eusebio Leal. »

Amoureux des livres, chrétien, patriote militant, fils entier de son époque, Leal, comme l'a dit la docteure Ana Cairo, est un grand exemple de l'humanisme révolutionnaire de Cuba, car il a mené la polémique, a accédé à de nouvelles connaissances, les a partagées, a écouté les gens et a été sensible à leurs besoins spirituels.

Continuons de citer la docteure Cairo qui, avec sa perspicacité habituelle, disait : « Leal est un exemple des plus belles qualités, le représentant d'une génération autodidacte, mais dont les humbles origines n'ont pas mené à la marginalité, deux choses qui aujourd'hui semblent aller de pair. Il a montré par son exemple qu'on peut être pauvre et avoir de l'éducation, de la civilité et de la culture [...] Leal doit continuer d'être un modèle pour la société cubaine. »



Dans tout ce que Leal a fait, dans tout ce qu'il a défendu, nous ne pouvons oublier sa vision patriotique, ancrée dans les idées de Martí, « cette tendre et réconfortante union de l'amour et de l'espoir pour la patrie », grâce auxquelles il a réalisé des transformations inestimables dans notre pays.

En ce sens, Eduardo Torres-Cuevas, un autre de nos plus profonds intellectuels, a affirmé – répétant lui aussi une phrase de Martí : « Je crois que Leal était l'un des hommes les plus vrais et les plus

inestimables de notre époque...Il comprenait la réalité et oeuvrait à changer ce qui devait être changé de cette réalité, tout en saisissant l'utilité du travail, l'utilité de la vertu. Et cela exigeait de lui - ce qui était naturel pour lui - une éthique professionnelle et humaine qui imprégnait tout son travail. Il me serait difficile pour moi de parler de façon fragmentée de l'oeuvre de Leal. D'une

façon ou d'une autre, son oeuvre a touché à de vastes domaines, et je dirais que l'ampleur de son oeuvre était le résultat de l'utilité de sa vision, d'une utilité non pragmatique, de ce qu'il fallait faire et de comment le faire, de comment produire des transformations profondément utiles. Nous parlons d'une utilité qui se rapporte principalement aux valeurs. »

Au Salon du Livre qui a été dédié à Leal, l'historien de la Ville de La Havane a déclaré qu'il aurait aimé que la vie soit plus longue pour qu'il puisse en faire encore davantage, parce que ce qu'il avait accompli jusque-là lui semblait maigre. Mais, par une anecdote, il a conclu que tout cela n'était pas en vain. Il a dit : « Il y a quelques jours, alors que je marchais sur une esplanade de la Vieille Havane, un père m'a approché avec son jeune fils pour que celui-ci me dise bonjour. Je lui ai demandé : et toi, qu'est-ce que tu veux faire lorsque tu seras plus vieux ? Et le garçon de me répondre : Moi ? Un historien.

« C'est pour cela qu'Eusebio Leal a gardé un esprit élevé et qu'il est toujours plein d'énergie. Des historiens avant lui l'ont fait, le docteur Roig l'a fait. C'était mon tour, ce sera le tour des autres. Ils viendront avec d'autres noms [...] Il faut avoir confiance que ce nous avons semé et ce que nous avons accompli, a-t-il conclu, portera ses fruits dans les nouvelles générations. »

(Radio Havana, 1er août 2020. Traduit de l'espagnol par LML. Photos : Radio Havana)

Webinaire le 13 août

CELEBRONS LA VIE ET LE LEGS DE FIDEL CASTRO



CALENDRIER D'ÉVÉNEMENTS

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca